

CURRICULUM VITAE

Nathalie MERLEY

Courriel : nathalie.merley@univ-st-etienne.fr

PARCOURS PROFESSIONNEL

- Sept. 2015 Maître de conférences en droit public (HDR),
CERCRID (UMR 5137),
Département d'Etudes Politiques et Territoriales,
Université Jean Monnet - Saint-Etienne.
- Août 2015/
Jan. 2012 Magistrat administratif,
Détachement dans le corps des TA et des CAA,
Tribunal administratif de Grenoble puis de Lyon.
- Déc.2011/
Sept 1996 Maître de conférences en droit public (HDR depuis 2008)
CERCRID (UMR 5137) depuis Janv. 2011, avant CERAPSE (EA 777),
Faculté de droit,
Université Jean Monnet – Saint-Etienne.
- 1994/1995 Attaché Temporaire d'Education et de Recherche (ATER),
1992/1993 CERAPSE (EA 777),
Faculté de droit,
Université de Saint-Etienne.
- 1989-1992 Allocataire de Recherche. Moniteur d'enseignement supérieur,
CERAPSE (EA 777),
Faculté de droit,
Université de Saint-Etienne.

FORMATION TITRES ET DIPLOMES UNIVERSITAIRES

- Juin 2008 Habilitation à Diriger les Recherches (H.D.R.),
Président du jury et directeur de recherches : H. Oberdorff, Professeur à l'IEP de Grenoble.
Autres membres du jury : P. Comte, Professeur à l'Université de Saint-Etienne (rapporteur), G.
Marcou, Professeur à l'Université de Paris 1 (rapporteur), D. Turpin, Professeur à l'Université
d'Auvergne (rapporteur), G. Chavrier, Professeur à l'Université de Lille II.
- Janv. 1996 Doctorat en droit public
Thèse : Conception et administration du territoire en France métropolitaine, Président du Jury
et directeur de thèse : H. Oberdorff, Professeur à l'IEP de Grenoble. Autres membres du jury : J.
Chevallier, Professeur à l'Université de Paris II (rapporteur), L. Saïdj, Professeur à l'Université de
Lyon III (rapporteur), S. Caporal, Professeur à l'Université de Saint-Etienne, P. Comte, Professeur
à l'Université de Saint-Etienne, Y. Madiot, Professeur à l'Université de Poitiers.
Mention très honorable avec les félicitations du jury. Proposition à fin de publication. Université
Jean Monnet - Saint-Etienne.
- Juin 1989 Diplôme d'Etudes Approfondies, mention « Administration publique », Université
Jean Monnet - Saint-Etienne.
- Juin 1988 Maîtrise en Droit public,
Université Jean Monnet – Saint-Etienne.
- Juin 1987 Licence d'Administration Publique,
Institut d'Etudes Politiques- C.P.A.G.
Université Lumières –Lyon II
- Juin 1984 Baccalauréat, Série B (Economique et Sociale)
Lycée Claude Fauriel- Saint-Etienne.

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES ET PEDAGOGIQUES

Responsabilités administratives

1-Directrice du Département d'Etudes Politiques et Territoriales (DEPT), Université Jean Monnet Saint-Etienne, Avril 2018 – Février 2024

2-Chargée de mission de l'Université Jean Monnet-Saint-Etienne à la mise en place du 1^{er} cycle Science Po Lyon – Campus de Saint-Etienne (Sept. 2015/Décembre 2017)

3- Directrice-ajointe (2003-2007) puis directrice (2008-2010) du Centre d'Etudes et de Recherches en Administration Publique de Saint-Etienne (CERAPSE, EA 777) ; Responsable scientifique de l'Axe I, « Droit, histoire et politiques des territoires ».

4-- Fondatrice (2001) et directrice (2001-2003) du Centre de Préparation aux Concours Administratifs (CPCA) de la Faculté de droit de l'Université de Saint-Etienne (Licence d'Administration Publique, Diplômes d'Université de Préparation aux concours de la Fonction Publique d'Etat et du Centre National de la Sécurité Sociale, environ 70 inscrits/an)

Responsabilités pédagogiques

1-Responsable pédagogique de la 4A Territoires et Transitions, Diplôme de Sciences Po Lyon, depuis 2022

2-Co-responsable pédagogique, avec J. Fontaine (Prof. Sciences Politiques), du Master II, mention Droit public, spécialité Droit et politique des territoires (2004-2009)

3-Responsable pédagogique du Master I, mention Droit public (2003-2011).

4-Responsable pédagogique de la Licence d'Administration publique (1998-2000)

Autres responsabilités

- Membre élue du Conseil du Département d'Etudes Politiques et Territoriales, depuis 2016

- Membre élu du Conseil de la Faculté de Droit de Saint-Etienne (1999-2011)

- Membre du Comité de programme du Cluster 8 « Transport, Territoire et Société », mis en place par la Région Rhône-Alpes et référent pour l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne (2007-2011).

- Membre du Comité directeur de TemiS (Territoire, mutation innovation et Société), Programme Pluri Formation (PPF), Pôle structurant de l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne, autour des thématiques territoriales (2007-2011).

- Co-responsable du réseau thématique « Développement économique, innovation, développement durable, infrastructures » de l'Observatoire national de la décentralisation, Programme scientifique 2007-2010 du GRALE, GIS-CNRS, (2007-2011).

- Membre de commissions de spécialistes, de comités de sélection, de comités locaux de recrutements des universités de Saint-Etienne, Grenoble, Auvergne, Paris XIII, Sciences Po Lyon.

ACTIVITES DE RECHERCHES

I-PUBLICATIONS

Ouvrage(s) :

1-*Conception et administration du territoire en France métropolitaine.*, Préface H. Oberdorff, Thèse honorée d'une subvention du ministère de l'Education nationale, PUAM, 1998, 710p.

Direction(s) d'ouvrage(s) :

1- *Université et laïcité*, Publications de l'Université de Saint-Etienne, Coll. Droit, 2011, 180 p.

2- *Où vont les routes ? La décentralisation de la gestion du réseau routier*, L'Harmattan, Coll. GRALE, 2007, 266 p.

Etudes et commentaires d'arrêt :

1-« Les privatisations des aéroports d'intérêt national ou international : jusqu'où et pour quelle régulation étatique ? » in *La réforme aéroportuaire de la loi du 13 août 2004 à l'épreuve des faits*, (Dir. C. Mamontoff, préf. G. Marcou), L'Harmattan, Coll. GRALE, 2011, 528p.

2-« Les batailles du Syndicat des transports d'Ile-de-France », *Actualité Juridique Droit Administratif*, n°25, 13 juillet 2009, p. 1359-1364.

3-« La fabrication du principe de faveur », en collaboration avec S. Lulom, *Revue de Droit du Travail*, n°4, avril 2009, p. 219-227.

4-« Le recours contre la décentralisation des routes est rejeté. Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat, 23 mai 2007, Département des Landes et autres », Actualité jurisprudentielle, *Actualité Juridique Droit Administratif*, Septembre 2007, p.1646-1652.

5-« Décharges publiques : une solution jurisprudentielle favorable à la stabilité du titre de l'exploitant », Commentaire de l'arrêt du Conseil d'Etat, Sect, 27 sept. 2006, n°269553, Communauté d'agglomération de Montpellier c. / Association pour la défense de la nature et de l'environnement de Maguelone-Gardiole, *Revue Lamy-Collectivités territoriales*, n°20, Janvier 2007, p.40-44.

6-« La mise en oeuvre du transfert des routes nationales et des personnels des DDE », *Actualité Juridique Droit Administratif*, avril 2006, p. 805-811.

7-« La non consécration par le Conseil constitutionnel de principes fondamentaux reconnus par les lois de la République », Etude, *Revue Française de Droit Administratif*, mai-juin, 2005, p.621-639.

8-« Les commissions permanentes des conseils généraux et régionaux doivent se réunir publiquement. Commentaire de l'arrêt d'Assemblée du Conseil d'Etat, du 18 décembre 1996, Région Centre », *Revue du Droit public et de la Science politique*, n°6, 1998, p. 1205-1223.

9-« Le chef de l'Etat et l'autorité judiciaire sous la Vème République. », *Revue du Droit public et de la Science politique*, n°3, mai-juin 1997, p. 701-739.

Communications dans des colloques ayant donné lieu à publications :

1-« La jurisprudence administrative facteur de fragilisation du droit de grève dans les services publics », *Grève en droit public*, Dir F. Crouzatier-Durand et N. Kada, Actes du colloque des 9 et 10 juin 2016, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2017 ; pp.59-80.

2- La répartition des compétences en matière de services de secours : dispersion ou collaboration ?», *Services Départementaux d'Incendie et de Secours : Faut-il étatiser les SDIS ?*, Dir. C. Chamard-Hein, Actes de la journée d'étude du 13 novembre 2009, Université Lyon III, GRALE (GIS-CNRS), L'Harmattan, 2010, p. 157-174.

3-« La réforme du système d'administration aéroportuaire : bilan et perspectives » (Conclusion du colloque), Colloque La décentralisation aéroportuaire, Actes du Colloque GRALE-CNRS du 18 juin 2009, Université de Perpignan, Dir. C. Mamontoff, *Revue Française de Droit Administratif*, novembre-décembre 2009, p. 1197-1202.

4-« Intérêt public local et transferts de compétences aux collectivités territoriales » in *L'intérêt public local. Regards croisés sur une notion juridique incertaine*, Dir. N. Kada, Actes du Colloque des 9 et 10 juin 2008, CERDAP, Faculté de droit, Université Pierre Mendès France, Presses Universitaires de Grenoble, juin 2009, p.113-123.

5-« La loi du 13 août 2004 et les transformations de la gestion du réseau routier », in *Où vont les routes, la décentralisation de la gestion du réseau routier.*, Dir. N. Merley, Journée d'études 16 décembre 2005, CERAPSE/GRALE (GIS CNRS), Faculté de droit, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, , L'Harmattan, Coll. GRALE, 2007, p. 17-61.

6-« Les collectivités territoriales face au transfert des routes nationales et des services des DDE », in *La décentralisation en mouvement*, Session consacrée aux Compétences nouvelles, politiques locales et nouveau rôle de l'Etat sous la Présidence du Professeur Yves Jegouzo, Colloque national du GRALE (GIS CNRS), Observatoire de la décentralisation, Assemblée Nationale, 12 et 13 janvier 2006, Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Les travaux du centre d'étude et de prospective, La documentation française, 2007, p.196-208.

7-Participation à la table ronde « Les agendas régionaux de la décentralisation », in *La décentralisation en mouvement*, sous la présidence du Professeur Jacques Moreau, Colloque national du GRALE (GIS CNRS), Observatoire de la décentralisation, Assemblée Nationale, 12 et 13 janvier 2006, Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Les travaux du centre d'étude et de prospective, La documentation française, 2007, p.107-108.

8-« La rationalisation du territoire administratif urbain : l'échec des politiques dirigistes, le succès en trompe l'œil des techniques incitatives », in *La gouvernance : bilan de l'expérience française et comparaison avec les expériences canadiennes et québécoises*, 16^{ème} entretien Jacques-Cartier, Actes du Séminaire international, Lyon, le 1^{er} décembre 2003, organisé par le Conseil général du Rhône, Dexia Crédit Local et l'INRS Urbanisation, Culture et Société, Québec, Université de Montréal, <http://ejc.inrs-ucs.quebec.ca/>, Université de Montréal, 2004, p.38-45.

9-« L'abus de droit dans la jurisprudence administrative française. », in *L'abus de droit. Comparaisons franco suisses.*, Actes du Séminaire du Centre d'Etudes Juridiques Européennes-C.E.R.C.R.I.D. (UMR CNRS), Genève, mai 1998, Coll. Droit, Presses Universitaires de Saint-Etienne, 2001, p. 205-217.

10-« Le découpage du territoire : de l'unité à la diversité. », in *Le bicentenaire de la Loi du 28 pluviôse an VIII*, Actes du Colloque CURAPP (UMR CNRS), Amiens, 2000, Faculté de droit et des Sciences Politiques et Sociales, Université de Picardie, P.U.F., 2001, p. 101-113.

Notes d'arrêt et courtes études :

1-« La mise en oeuvre du RMI-RMA dans les départements de l'Ardèche et de la Loire », *La décentralisation du revenu minimum d'insertion*, Ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire, Les travaux du centre d'étude et de prospective, La documentation française, 2007, p.135-136, p. 142-144.

2-« Veille juridique. Actualité. », *Revue Lamy-Collectivités territoriales*, n°18, Novembre 2006, p.5-8.

3-« Aides octroyées par les collectivités territoriales. CJCE 5 octobre 2006 Aff. C/232/05 Commission c/ France », *Revue Lamy-Collectivités territoriales*, n°18, Novembre 2006, p.14

4-« Inexécution par une collectivité territoriale d'une décision de justice. CEDH 26 septembre 2006 req. n°57516/00, Sté de gestion du port de Campoloro c/ France. », *Revue Lamy-Collectivités territoriales*, n°18, Novembre 2006, p.14.

II-PARTICIPATION A DES ACTIVITES DE RECHERCHES COLLECTIVES

1- Les mobilités métropolitaines : leviers de transitions ? Programme de recherche « POPSU4 Transitions », Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines, GIP EPAU (Europe des Projets Architecturaux et

Urbain) et secrétariat permanent du PUCA (Plan Urbanisme Construction Architecture, ministères de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, ministère de la Culture et ministère de l'Enseignement supérieur de la Recherche et de l'Innovation, 2023-2026.

2- Co-direction et participation à la recherche *La barémisation (et autres outils d'aide à la décision) de la Justice* Contrat GIP-Justice-CERCRID (UMR CNRS 5137,) ; contribution personnelle : la « barémisation de la justice administrative » : (2017-2019), Rapport disponible à <https://halshs.archives-ouvertes.fr/GIP-MRDJ/halshs-02283040v1>

3-Coordination et participation à la recherche *Les principes fondamentaux dans la jurisprudence des juridictions suprêmes*, dir E. Ribi-Cavagna, Contrat GIP-Justice-CERCRID (UMR CNRS 5137,) en collaboration avec le CERAPSE (EA 777), synthèse consultable <http://www.gip-recherche-justice.fr>, Rapport dactylographié, octobre 2004, 318p.

4-Participation à la recherche *Les institutions disciplinaires*, J. Moret-Bailly, Contrat GIP-Justice- dir., CERCRID (UMR CNRS 5137,)), en collaboration avec le CERAPSE (EA 777), Rapport 2002, 203p, synthèse consultable <http://www.gip-recherche-justice.fr> et publié dans Arrêts sur recherche, n°4 Octobre 2003, Ed. GIP Justice, 233p.

5-Participation à la recherche *Le contentieux administratif des régions françaises. Analyse de la jurisprudence, 1972-1992*, dir. H. Oberdorff, Contrat Région Rhône-Alpes-CERAPSE (EA 777,)), rapport dactylographié, 1993, 63 p.

III-VALORISATION DE LA RECHERCHE : EXPERTISE ET INFORMATION

Audition parlementaire :

Auditionnée le 28 juin 2006 par le sénateur Eric Doligé en vue du « Rapport d'information fait au nom de l'Observatoire de la décentralisation sur le transfert des personnels techniciens, ouvriers et de services (TOS) et celui des personnels des directions départementales de l'équipement (DDE) », Rapport d'information Sénat, n°62, 8 novembre 2006, compte rendu de l'audition p.202.

Participations à des Comités, Conseils :

1-Membre du Comité éditorial de la Revue Droit et Société (2011)

2-Membre du Comité pour la Protection des Personnes (ancien CCPPRB) Rhône-Loire, nommée par le Préfet de Région sur proposition de l'Université au titre des personnalités qualifiées en matière juridique (1999/2011, d'abord comme membre titulaire, puis, à compter de 2007, comme membre suppléant) ; rédaction de rapports préparatoires aux avis de ce Comité.

3-Membre du Conseil en développement de la Communauté d'agglomération Saint-Etienne métropole, sur proposition de l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne (décembre 2008-décembre 2011)

Expertises ponctuelles :

1-Expertises de manuscrits pour la Revue Droit et Société (Nov. 2008, Avril 2009, Nov. 2009, Janv.2010)

2-Expertises CIFRE (Janv. 2009, Fév. 2009)

Entretiens donnés à la presse :

1-Entretien donné au quotidien national La Croix, 10 janvier 2006, « Décentralisation. Les départements craignent de ne pouvoir financer les routes. », p. 17.

2-Entretiens donnés à la presse et radios locales à propos de la révision constitutionnelle relative à l'organisation décentralisée de la République, décembre 2003.

AUTRES ACTIVITES DANS LE CHAMP DE LA RECHERCHE

I-ORGANISATION DE RENCONTRES SCIENTIFIQUES :

1-Organisation du Colloque du CERAPSE intitulé Université et laïcité, 4 avril 2008, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 9 intervenants, environ 100 participants.

2-Organisation de la journée d'étude du CERAPSE intitulée Le transfert et les transformations de la gestion du réseau routier, (en collaboration avec le GRALE), 16 décembre 2005, Université Jean Monnet, Saint-Etienne, 12 intervenants, environ 80 participants.

3-Organisation des séminaires du CERAPSE (séminaires d'échanges ouverts aux universitaires, aux doctorants et aux étudiants de Master II de l'Université Jean Monnet, Saint-Etienne).

II-PARTICIPATION (S) A DES JURYS DE THESE :

Membre (rapporteur) du jury de thèse de Ibrahima BERTE, *La réforme pénitentiaire au Mali : l'enjeu de la légitimation d'une institution exogène dans une société traditionnelle* soutenue à l'Université de Grenoble le 10 octobre 2016. Directeur de thèse : Jean Charles Froment (Prof. IEP Grenoble). Autres membres du jury : Taoufik Ch Bourgou (MC, Université Lyon 3), Martine Kaluszinski, (DR, UMR Pacte Grenoble)

Membre du jury de thèse de Benjamin MEUNIER, *Les règles relatives aux transferts de compétences entre collectivités publiques*, soutenue à l'Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand 1, le 17 novembre 2006, mention très honorable. Directeur de thèse Cl. Deves (Prof. Université Clermont Ferrand 1). Autres membres du jury : P. Comte (Prof. Saint-Etienne, rapporteur), JP Thérond (Prof. Toulouse, rapporteur), B. Bonnet (Prof. Clermont Ferrand 1).

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DISPENSES

Enseignements dispensés sur la période 2019-2024

Intitulé de l'enseignement	Vol. horaire	Diplôme – Nombre d'étudiants	Composante - Etablissement
Droit des gouvernements et des politiques urbaines	24h CM	1 ^{ère} année du Parcours Gouvernance et politiques urbaines alternatives (Alteville), Master Science politique ; 4 ^{ème} année du Diplôme de Sciences Po Lyon 2 ^{ème} année de ce même parcours : encadrement de mémoires de recherche action	DEPT, Université Jean Monnet Sciences Po Lyon
Projets collectifs (questions pratiques de politiques urbaines) De 2019 à 2021)	12h TD	1 ^{ère} année du Parcours Gouvernance et politiques urbaines alternatives (Alteville), Master Science politique ; 4 ^{ème} année du Diplôme de Sciences Po Lyon (groupes de 5 étudiants)	DEPT, Université Jean Monnet Sciences Po Lyon
Politiques et outils de l'aménagement durable	18h CM	1 ^{ère} année du Parcours Territoires et Transitions, Master « Analyse des Politiques Economiques » (Option) 2 ^{ème} année du Parcours Political Engineering, Master « Analyse des Politiques Economiques (Option)	Ecole d'Economie Université Jean Monnet.

Tutorat alternance et encadrement de mémoire de recherche-action	2x10h TD	2 ^{ème} année du Parcours Territoires et Transitions, Master « Analyse des Politiques Economiques 5 ^{ème} année Diplôme de Sciences Po Lyon	Ecole d'Economie Université Jean Monnet Sciences Po Lyon
Politiques et management public des territoires (approches juridiques)	24h CM	1 ^{ère} année du Parcours Territoires et Transitions, Master « Analyse des Politiques Economiques » (Option)	Ecole d'Economie Université Jean Monnet
Droit constitutionnel Sur le Campus de Saint-Etienne (et aussi de Lyon de 2019 à 2021)	30h CF	1 ^{ère} année du diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon. (200 étudiants) Coordinatrice des CDM pour les 2 Campus (12 groupes)	Sciences Po Lyon

Principaux enseignements dispensés les années précédentes

Intitulé de l'enseignement	Vol. horaire	Diplôme	Composante - Etablissement
Droit approfondi des collectivités territoriales	24h CM	Master II (P et R), mention Droit public (P et R), spécialité « Droit public et politique des territoires, (20 étudiants) Encadrement de mémoires de recherche et de recherche action	Faculté de droit, Université Jean Monnet.
Droit des collectivités territoriales	36h CM	Master I mention Droit public (40 étudiants)	Faculté de droit Université Saint-Etienne
Droit et politiques des territoires	24h CM	Master I mention Economie et management, spécialité « Economie et territoire (20 étudiants)	IAE Université Jean Monnet
Droit de l'urbanisme, (jusqu'en 2017)	24h CM	1 ^{ère} année de Licence Pro Métiers du Notariat (15 étudiants)	Faculté de droit Université Jean Monnet
Les grands enjeux de la décentralisation	18h CM	2 ^{ème} année du Parcours Conseil en développement territoriale du Master UdL mention « Analyse des Politiques Economiques » (20 étudiants) Tutorat d'étudiants en Alternance et encadrement de mémoires.de recherche action	I.A.E Université Jean Monnet.
Droit du Contentieux constitutionnel	36h CM	Master I, Mention Droit public, (40 étudiants)	Faculté de droit, Université Jean Monnet
Droits et libertés fondamentaux,	36h CM	3 ^{ème} année de Licence en droit (formation initiale 250 étudiants / formation continue 15 étudiants)	Faculté de droit, Université Jean Monnet.
Droit des Finances publiques	36h CM	- Licence d'Administration Publique (40 étudiants) - 2 ^{ème} année de Licence en droit (formation initiale et continue (280 étudiants) - 2 ^{ème} année de Licence AES (Roanne 70 étudiants et Saint-Etienne 50 étudiants).	Faculté de droit, Université Jean Monnet IAE- Université Jean Monnet
Droit des institutions administratives	24h CM	- 1 ^{ère} année de Licence en droit (500 étudiants) - Capacité en droit (25 étudiants)	Faculté de droit, Université Jean Monnet

		- 2 ^{ème} année de Licence Economie-Gestion (120 étudiants ; en binôme)	I.A.E. Université Jean Monnet
Droit des institutions publiques en matière de santé	24h CM	Master II Mention Droit des affaires et entreprise, spécialité Droit des affaires appliqué aux industries de santé. (P) (15 étudiants)	Faculté de droit, Université Jean Monnet
Institutions juridictionnelles	18h CM	1 ^{ère} année de Licence en droit (500 étudiants)	Faculté de droit, Université Jean Monnet e.
Droit administratif	18h CM 24h CDM 36h TD 36h CM	- IEJ préparation à l'examen d'entrée au CRFPA (30 étudiants) - Licence d'Administration Publique (2 groupes de 20 étudiants) - 2 ^{ème} année de Licence en Droit (jusqu'à 4 groupes annuels de 30 étudiants) - Licence AES (50 étudiants)	Faculté de droit. Université Jean Monnet IAE Université Jean Monnet
Droit constitutionnel	24 CDM 36 TD	- Licence d'Administration publique - 1 ^{ère} année de Licence en Droit	Faculté de Droit Université Jean Monnet
Droit constitutionnel, (2015-2016)	30h CDM	C.P.A.G. (70 étudiants)	Sciences Po Lyon
Droit constitutionnel Sur le campus de Saint-Etienne (jusqu'en 2019)	22h CDM 2 groupes	1 ^{ère} année du diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon (2 groupes de 25 étudiants)	Sciences Po Lyon

AUTRES ACTIVITES DANS LE CHAMP DE L'ENSEIGNEMENT

1-Elaboration du programme et mise en place d'un stage de formation, dans le cadre de l'Institut du Travail de Saint-Etienne, intitulé Décentralisation et régionalisation (stage de 3 jours, 6 intervenants), mai 2006.

2-Tutorat universitaire dans le cadre des Unités d'Expérience Professionnelle (UEP), Faculté de droit et ISEAG (IAE) (2006-2011)

3-Participation aux procédures de Validation des Acquis Professionnels (VAP) et de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) dans le cadre du Service Universitaire de Formation Continue (2003-2011) : examen de la recevabilité de candidatures, encadrement de candidats recevables, participation à des jurys décidant de la VAP ou de la VAE.

4-Aide à l'orientation des étudiants de la Faculté de droit de Saint-Etienne : collaborations à la journée des Métiers de la Faculté de droit de Saint-Etienne (tous les 2 ans), participations à la réalisation des entretiens relatifs au Projet Professionnel Personnalisé, référent dans le cadre du Plan « Réussite en Licence », étudiants de 1^{ère} et de 2^{ème} année en droit, 2008-2011)

5-Aide à l'orientation des nouveaux bacheliers : collaborations aux entretiens des nouveaux bacheliers avant inscription à l'Université (2000-2003), à la journée d'information des lycéens (à Saint-Etienne et à Roanne), au salon de l'Etudiant, au forum de l'enseignement supérieur (etc..)

PARTICIPATIONS A DES JURY D'EXAMEN ET DE CONCOURS

1-Jury d'entrée au Centre Régional de Formation à la Profession d'Avocats (CRFPA/Ecole des Avocats RhôneAlpes), organisé par l'Institut d'Etudes Judiciaires de l'Université Jean Monnet- Saint-Etienne. Présidente du Jury en 2010. Membre du jury désigné par la cour administrative d'appel de Lyon au titre de la magistrature administrative en 2014.

2-Concours externe et interne d'attaché territorial (CNFPT délégation Rhône-Alpes et Languedoc Roussillon puis Centre de Gestion 69) : corrections des épreuves écrites de note de synthèse (en 2010, droit public (2002-2009) institutions administratives (en 2008), élaboration des sujets et membre du jury de l'épreuve orale de culture générale (en 2003).

3-Concours externe et interne de directeur d'établissements médico-sociaux (DESMS devenu D3S, Ministère de la Santé), élaboration des sujets et corrections de l'épreuve écrite de droit public (2006-2011), élaboration des sujets et membre du jury de l'épreuve orale de culture générale (en 2006).

AUTRE(S) EXPERIENCE(S) PROFESSIONNELLE (S)

- 1- Magistrat administratif au tribunal administratif de Lyon (septembre 2013-Août 2015)
 Rapporteur, 3^{ème} chambre, contentieux : marchés et contrats publics, éducation-recherche, collectivités territoriales, étrangers.
 Membre titulaire de la commission d'expulsion des étrangers de Saint-Etienne (2014-2015)
 Membre suppléante de la commission du recours instituée par l'article L. 331-8 du code rural (structures agricoles, 2013-2015).
- 2- Magistrat administratif au tribunal administratif de Grenoble (septembre 2012-Août 2013)
 Rapporteur, 3^{ème} chambre, contentieux : marchés publics, fonction publique d'Etat, élections locales, étrangers.
 Présidente de la commission de contrôle des opérations électorales de l'Université Joseph Fourier (Grenoble)
 Membre (personnalité qualifiée) de l'Ecole doctorale de Droit de l'Université Pierre Mendès France (Grenoble)